

RENCONTRE DE LA COALITION MONTRÉALAISE POUR LA RÉMUNÉRATION DES STAGES

1er décembre 2018 (13h30) - Cégep Marie-Victorin

Notes prises par Camille Marcoux et Etienne Simard

Révision par Etienne Simard.

0. Ouverture

0.1 Praesidium

Il est proposé qu'Alexandre Clément et Emmanuelle Boisvert anime la rencontre et qu'Etienne Simard et Camille Marcoux soient chargé.es de la prise de notes.

0.2 Tour de table

PRÉSENCES

Groupes avec mandat

Emmanuelle Boisvert	ADEESE-UQAM
David Lacombe	ADEESE-UQAM
Jessica Lee Mitchell	AEMS-UQAM
Gabrielle-Laverdière-Pilon	AESSUM
Alexandra Rose Laberge	AFESH-UQAM
Louis Smith	AFESH-UQAM
Virginie Robert	AFESPED-UQAM
Mathieu Vaillancourt	AVEQ
Laurie Bissonnette	Comité féministe en travail social
Félix Dumas-Lavoie	CUTE-CVM
Marianne Gagnon	CUTE-CVM
Maria Alexandra Cracium	CUTE-CVM
Bruno Le Héritte	CUTE St-Lô
Camille Parent-Montpetit	CUTE St-Lô
Gabriela Gonzales	CUTE St-Lô
Louis-Thomas Leguerrier	CUTE-UdeM
Nicholas Bourdon	CUTE-UdeM

Eloi Halloran	CUTE UQAM
Alexandra Vaillant	CUTE UQAM
Isabelle Cheng	CUTE UQAM
Sandrine Belley	CUTE UQAM
Emily Zajko	CUTE UQAM
Chloé Cabral	CUTE UQAM
Evelyne Gauvin	CUTE UQAM
Laurent Paradis-Charette	CUTE UQAM
Valérie Simard	CUTE UQAM
Phil Mathieu	CUTE UQAM
Kassandra Raymond	SECMV et CUTE-MV
Laetitia Mallette	SECMV
Maxime Veilleux-Bédard	SECMV et CUTE-MV
Maeva Vallée	SOGEECOM

Individus

Bruno Marcotte	AGEECLG
Florence Daunais	AGEECLG
Nicolas Bastien-Fortier	AGEECLG
Paolo Miriello	Comité journal de la coalition
Lou Taheddine	Travail social UQAM

Rôles

Alexandre Clément	Animation
Emmanuelle Boisvert	Animation
Camille Marcoux	Secrétariat
Etienne Simard	Secrétariat

0.3 Rappel des principes de la Coalition

Alexandre à l'animation rappelle les principes de la Coalition adoptés à la rencontre du 29 septembre 2018, au Cégep du Vieux-Montréal.

Principes adoptés: «Le mode de prise de décision privilégié est le consensus; La Coalition montréalaise est un lieu de coordination et d'organisation ce qui implique une prise en charge du travail qui découle de l'ensemble des décisions par les personnes présentes lors de la prise de décision.»

1. Adoption de l'ordre du jour

0.1 Animation et Prise de note

0.2 Tour de table

0.3 Rappel des principes de la Coalition

1. Adoption de l'ordre du jour

2. Semaine de grève: 18 au 24 novembre 2018

2.1 Bilans

2.2 Retour sur la réaction des différentes administrations

3. Stratégies pour la suite

3.1 Partage des avis de grève/milieus de stage

3.2 Réactions en temps de grève

3.3 Réponse au Ministre de l'Éducation

3.4 Communiqué de presse

3.5 Rentrée hiver 2019

4. Camp de formation à l'hiver 2019

5. Interrégionale

5.1 Bilan

5.2 Nouvelle délégation

6. Bilans et suivis des comités

6.1 Comité « Journal L'invisible »

6.2 Comité « Relations externes»

6.2.1 Appuis à la grève des employé.es de la SAQ et à la grève des employé.es des postes

6.2.2 Déclaration 15\$ de l'heure

6.3 Comité «Tournée d'ateliers et de mobilisation»

6.4 Comité de liaison

7. Prochaine rencontre

Adopté à l'unanimité.

2. Semaine de grève : 18 au 24 novembre 2018

2.1 Bilans

UdeM

Nicholas du CUTE UdeM indique que la majorité des étudiant.es en grève l'étaient le 21 novembre, où il y a eu manifestation interne et dans les rues. Pour l'hiver, le CUTE UdeM voudrait prendre du temps libre pour la mob des autres programmes et d'autres campus. La semaine de grève a permis de répandre le mot parmi les associations dans lesquelles la campagne avait peu d'entrée, par exemple psychoéducation et sciences infirmières, qui maintenant demandent pour des ateliers et tiendront des AG de grève pour la suite.

Gabrielle de l'AESSUM ajoute qu'il y a eu une bonne participation. Les troisièmes années en travail social se sont senties exclues, il y a eu des problèmes de communication auxquels elle tentera de répondre.

Cégep de Saint-Laurent

Camille du CUTE St-Lô mentionne que rien de majeur n'est ressorti. Somme toute, ça s'est bien passé. Elles ont fait de la mob au Cégep Vanier, sur des milieux de stages pour discuter avec des étudiantes en techniques et ça a bien marché. Sinon, l'absence d'association modulaire dans les cégeps rend la communication plus difficile avec des programmes spécifiques. Pour la reprise des cours, la *Loi «de 82 jours»* a rendu le tout difficile, mais elles ont réussi à forcer la fin de la session le 21 décembre en perturbant une rencontre de la commission d'études, résolution à laquelle le ministre a donné son accord.

Cégep Marie-Victorin

Kassie du CUTE MV indique que la faible participation a donné un indice sur la mobilisation nécessaire pour la grève cet hiver. Une manifestation a eu lieu au bureau du député Campeau (CAQ). Elle a discuté avec l'attaché politique du député qui s'est dit en accord avec le principe de la revendication mais on verra pour la suite. Il y a eu participation d'une personne gréviste de la SAQ et un gréviste de Poste Canada, deux personnes des IWW, donc le lien a été créé entre étudiant.es stagiaires et travailleurs.euses.

UQAM

Valérie du CUTE UQAM indique qu'il n'y pas de bilan précis pour l'UQAM. Une assemblée de bilan a été tenue le vendredi de la semaine de grève. Beaucoup de remarques quant à l'inclusivité surtout l'inclusion de communautés culturelles. Il y a eu aussi plusieurs interventions concernant l'intégration des nouveaux et nouvelles. Il y a eu des tournées de milieux de stage à tous les matins. Il serait peut-être intéressant de centraliser au régional l'organisation de ces tournées pour rejoindre plus de stagiaires en grève, il y aurait aussi lieu de récolter les milieux et noms plus rapidement pour en obtenir plus. Sinon, la tournée a été un bon moyen de visibiliser la grève des stages. Beaucoup de groupes de l'UQAM sont actuellement à l'heure du bilan. Durant la semaine, plusieurs initiatives étaient portées par différents groupes, il y aura donc différents bilans. Aussi, la grève des cours étaient largement respectée, mais les personnes n'étaient pas nécessairement présentes aux activités durant la semaine. Il paraîtrait que c'était plate.

Virginie de l'AFESPED mentionne que deux ateliers se sont tenus pour comprendre la réalité spécifique des étudiant.es en droit. Le premier atelier permettait de démystifier les stages non-obligatoires durant le parcours universitaire, et voir comment ceux-ci s'inscrivent dans la campagne pour la rémunération des stages et reconnaissance du travail étudiant. Il y a aussi eu un atelier sur les stages barreau qui a été bien reçu, mais moins de participation. Les étudiant.es en droit ont ensuite tenu un bilan de leur semaine de grève.

Cégep Lionel-Groulx

Bruno de l'AEGEECLG indique qu'à Lionel-Groulx, il y a eu formation d'un CUTE durant la semaine de grève. L'effet de celle-ci s'est fait sentir, les étudiant.es accueillent favorablement la campagne.

Cégep du Vieux-Montréal

Marianne du CUTE-CVM indique que les locaux étaient accessibles durant la semaine pour tenir des activités. Sinon, les activités débutaient trop tard en fonction du piquetage le matin, et donc les gens quittaient entre les deux. Elle a trouvé dommage que c'était majoritairement des étudiant.es en pré-universitaire qui ont participé. Sinon, les étudiant.es du Cégep de Maisonneuve ont pu venir au Cégep le mercredi puisque le Cégep de Maisonneuve était fermé pour leur journée de grève. Pour la tournée des milieux de stage, il y aurait eu lieu de récolter des confirmations de milieux de stage pour ne pas faire une tournée et constater l'absence de stagiaire dans les milieux visités.

Félix du CUTE-CVM constate que pour le Vieux Montréal, il y avait un manque de mobilisation entre le vote de grève et la semaine de grève. Il y aurait peut-être lieu de tenir le vote de grève plus tôt la prochaine fois pour se donner plus de temps pour préparer les activités.

Cégep de Maisonneuve

Maeva de la SOGÉÉCOM indique qu'à Maisonneuve, 200 personnes étaient présentes pour le piquetage et levée des cours. Étudiant.es n'ont pas confiance en l'association étudiante et l'administration fait beaucoup de désinformation.

2.2 Retour sur la réaction des différentes administrations

Gabrielle de l'AESSUM indique que l'École de travail social de l'UdeM a fait plusieurs menaces concernant la grève. À la fin de la semaine de grève, une assemblée avec les profs a eu lieu, plusieurs questions blessantes à l'endroit des étudiant.es, par exemple des questions sur le mérite de la rémunération alors qu'eux et elles n'en avaient pas eu lors de leurs études. Une importante pression est mise sur les étudiantes pour la reprise des heures de stages. Des liens sont créés entre les milieux de stages et étudiant.es avec les mêmes supervisions de stages. Elle s'explique mal la réaction de l'administration de travail sociale.

Gabriela du CUTE St-Lô souligne la difficulté pour les lignes de piquetage puisqu'il n'y avait pas beaucoup de monde. Il faudrait mobiliser davantage. Elle a l'impression que les parents-étudiant.es sont une grande proportion des étudiantes en technique, et que si elles

doivent aller porter leur enfant le matin, elles ne pourront pas nécessairement venir au piquetage.

Camille du CUTE St-Lô ajoute que l'opposition venait davantage des profs que de l'administration : beaucoup de désinformation dans les classes et par courriel. Du côté de l'administration, il sera difficile d'avoir leur appui si on s'en va vers une GGI, ce sera difficile de *dealer* avec les levées de cours.

Jessica de l'AEMS-UQAM indique que le programme de sexologie est très petit. Elles connaissent donc très bien l'administration, et les relations sont supposées être cordiales. Elles ont eu beaucoup d'échanges, où elle a principalement écouté. Plusieurs profs leur ont dit qu'elles trouvaient dommage que l'administration ne les appuie pas, mais plusieurs d'entre elles n'avaient pas complètement compris les revendications non plus. Elles réfléchissent donc à un atelier de vulgarisation. Elle croit que c'est quelque chose que les étudiantes à McGill ont fait. Elles ont eu une lettre de l'administration par rapport à la clarification de leur demande de reprendre les heures de stage, et le message reçu était très répressif.

Maxime du CUTE MV indique que l'administration du Cégep Marie-Victorin a réarrangé le calendrier de manière à ce qu'il y ait l'air d'avoir 82 jours sans qu'il y ait reprise réelle: fin de semaine avec indication aux profs de ne pas mettre d'évaluation ces jours-là.

Gabriela du CUTE ST-Lo mentionne que leur mandat de grève impliquait une opposition à la reprise de cours après le 21 décembre. En ce qui concerne les stages en soins, elles seront toutes obligées de reprendre des heures de stage. Pour les étudiantes à risque d'échec, il était malaisant de leur refuser de reprendre des heures de stage. Sinon, elles ont tenté de démontrer qu'il y avait une grande disparité entre les heures qui sont réellement reprises, puisque certaines reprennent une journée, et d'autres en reprennent quatre.

Maxime du CUTE MV indique que la reprise des heures de stage a été facultative pour permettre à l'élève de reprendre les jours si risque d'échec pour passer le stage.

Maeva de la SOGEECOM mentionne que l'administration du Cégep a pour le moment annoncé que la journée serait reprise le 24 décembre, mais rien n'est certain encore. Il n'a pas encore été question des heures de stage manquées.

Camille du CUTE St-Lô nous apprend qu'au Cégep de Saint-Laurent les journées d'accueil du début de la session ont été considérées comme des journées au calendrier et ça a été accepté par le ministère.

Marianne du CUTE CVM explique que l'administration du Cégep du Vieux-Montréal a reconnu leur mandat de grève et a donc acheminé un avis de levée des cours et des stages. Le mandat a donc été respecté. Pour la reprise des heures manquées, un calendrier a été proposé avec des modifications à l'horaire (début des heures de cours plus tôt, et fin plus tard). Il y a eu du piquetage un matin cette semaine. Trois étudiantes ont été rencontrées par l'administration pour leur faire signer une entente de comportement, et elles sont à

risque d'expulsion si elles s'y remettent. Sinon, pour la reprises des heures de stage, c'est à la discrétion des superviseur.es et ça varie d'une personne à l'autre.

Maxime du CUTE MV indique qu'un élève a vécu une situation semblable l'an dernier, une entente à l'effet que s'il piquetait à nouveau il serait renvoyé. Il est revenu piqueté et il a été renvoyé. Il y a cependant eu beaucoup d'opposition de la part des profs et du SECMV, alors l'administration ne s'y reprendra probablement pas cette année.

Gabrielle de l'AESSUM fait un retour sur l'assemblée départementale de travail social. Il a été dit que l'UdeM avait discuté avec l'Association canadienne pour la formation en travail social (ACFTS). Elle trouve que ça fait longtemps qu'on leur demande les exigences en termes de nombre d'heures de stages, mais elles n'ont toujours pas d'informations concernant ce qui est conclu entre les universités et les ordres. Elle croit que c'est un bon élément à mentionner pour faire de la mobilisation.

Sandrine du CUTE UQAM indique qu'il se prépare une rencontre d'un comité de stagiaires. Le but est de collectiviser les réponses aux menaces de répression. Il y aura une rencontre durant la semaine du 10 décembre.

Valérie du CUTE UQAM ajoute que le comité est interfacultaire. Aussi, suite à l'initiative d'un milieu de stage d'une étudiante à l'UdeM, le milieu a pris position comme quoi l'implication des étudiantes faisait partie de leur mandat d'apprentissage. Ainsi, le milieu n'allait pas demander la reprise d'heures. Il y a donc eu l'initiative de contacter des milieux de stage (ceux récoltés pour la tournée des milieux de stage) pour leur demander de prendre une telle position et de refuser la reprise des heures de stage.

Jessica de l'AEMS-UQAM indique qu'elles vont parler à l'OPSQ. Verbalement elle s'est fait dire que le contenu des stages sont tellement élaborées qu'il est impossible de manquer une seule des 420 heures. Une directrice a dit que si elle voit des personnes dans une manif alors qu'elles sont censées être en stage, elles sauront qu'il y a un problème. La direction ne leur fournit pas les lois et règlements sur les stages, alors elle fait les recherches elles-mêmes. De plus, elle trouve difficile d'expliquer pourquoi le nombre d'heures de stages a augmenté.

Laurent du CUTE UQAM explique qu'en éducation à l'Université de Sherbrooke (AGEEFEUS) l'administration a envoyé une lettre avec 3 options: 1. 2000\$ pour payer les chargé.es de cours qui devront reprendre les cours manqués; 2. payer individuellement pour reprendre leurs examens; 3. tout le monde coule et recommence la session suivante. Par le passé, les stages n'ont pas dû être repris, mais les cours ont été repris grâce aux associations étudiantes qui ont plaidé la discrimination pour les étudiantes qui étaient ciblées en raison de leur implication dans la grève. Il mentionne que la menace d'une poursuite fait peur au conseil d'administration des universités. Il leur serait nécessaire d'aller en cour puisqu'il n'y a pas de jurisprudence sur la question, et cette démarche impliquerait beaucoup de coûts. En 2012, ils avaient usé de cette stratégie de poursuite à l'UQO, une lettre a été envoyée et aucune étudiante a coulé cette année-là. Il invite les étudiantes et

associations à contacter les avocat.es à l'AFESPED pour utiliser ces stratégies qui peuvent être efficaces.

Emmanuelle de l'ADEESE indique qu'il y a eu une rencontre informelle sur la reprise des stages. L'an dernier, il y a déjà eu un combat à l'UQAM contre la reprise des heures de stages. On a fait des recherches à ce sujet et écrit au ministère pour avoir la réponse. Rien n'oblige même les 700 heures. Jamais personne n'est capable de prouver que tu ne peux avoir ton brevet si tel nombre d'heures n'a pas été complété. La direction ne va probablement pas faire reprendre tous les jours de grève, mais se concentrer plutôt sur les étudiantes en difficulté et leur faire faire des travaux supplémentaires. L'ADEESE va contester cette mesure dans le contexte de pénurie où une personne avec son diplôme de secondaire 5 et début cégep peut être embauchée comme prof.

Lou de TS UQAM mentionne que pour les étudiant.es en travail social à l'UQAM et en stage actuellement, l'application des exigences de reprises varient d'une étudiante à l'autre. Des superviseur.es ont accepté de compléter le formulaire demandé par l'UQAM en inscrivant que les heures ont été complétées, d'autres ont préféré ne pas répondre, c'est donc différent pour chacune.

Gabrielle de l'AESSUM indique que c'est la première fois que les heures de stage n'ont pas été complétées à cause d'une grève. La lettre (avis de grève) a fait le tour de tout le monde. Il y a une profonde inégalité entre superviseur.es et milieux de stage qui fait que la reprise sera inexistante, existante à moitié ou complète. Le nombre d'heures est démesuré dans d'autres campus (UQO Saint-Jérôme ou UdeS). Si la règle du nombre d'heures de stage est aussi molle, pas de raison de reprise.

Maeva de la SOGEECOM mentionne qu'elles ont fait des recherches sur la *Loi de «82 jours»*, et elles ont remarqué que finalement il y a flexibilité. Les 82 jours ne sont pas fixés dans le béton. Elle remarque qu'il n'y a aucune précision sur ce qui est ou non un objectif pédagogique.

Bruno du CUTE Saint-Lô indique qu'il avait approfondi la recherche à ce sujet et la loi s'appliquait à des programmes de formation en particulier.

Laurent du CUTE UQAM indique qu'il n'y a pas de définition claire sur ce qu'est un stage, contrairement au code du travail, la loi 32 n'indique rien à ce sujet. Exemple : les superviseurs font selon leurs convictions politiques, dresser la liste des superviseures réfractaires, il leur a été signifié que l'info circulerait à l'effet qu'ils et elles ne sont pas particulièrement progressistes. Beaucoup de collants ont été mis sur leurs portes. Peut fonctionner en sciences humaines aussi. L'important est une réponse collective.

Félix du CUTE CVM indique qu'un avis de non-reprise des journées de grève a été travaillé au Vieux (même format que l'avis de grève), qui pouvait être utilisé par les cégeps en grève. Plusieurs militant.es se sont davantage investies dans le piquetage et il y a eu beaucoup de répression. Avec du recul, il aurait été préférable d'utiliser l'avis.

Emily du CUTE UQAM mentionne que pour McGill, les professeur.es avaient appuyé le mandat de grève, appui qui a été retiré en raison de pressions de l'administration. Les étudiantes ont donc dû piqueter tous les jours.

Laurie du Comité féministe en travail social du l'UQAM ajoute que l'appui des profs avaient pour effet d'annuler les cours durant la semaine, ce qui était très aidant. C'est suite à la propagation de la nouvelle ailleurs, que l'administration a mis de la pression aux profs.

Gabrielle de l'AESSUM mentionne que c'est probablement en raison de leur utilisation de la position des professeur.es de McGill au sein de l'UdeM.

3. Stratégies pour la suite

3.1 Partage des avis de grève/milieus de stage

Valérie du CUTE UQAM explique qu'à l'UQAM un avis de grève a été utilisé pour briser le sentiment d'être seul.e en grève comme stagiaire et de récolter des milieux de stages. Suite à la semaine, il a été proposé d'organiser cette récolte de milieux au niveau régional. Elle rappelle que ce sont les mêmes milieux qui sont partagés par plusieurs disciplines. Plusieurs ont aussi manifesté leur désir de sortir de l'île de Montréal.

Emily du CUTE UQAM a participé à plusieurs matins de tournée des stages. Elle pensait au départ qu'il s'agissait d'une manif, mais il était plutôt question d'entrer en contact avec les milieux de stages. Il n'est donc pas nécessaire d'être beaucoup pour être efficaces. Il faudrait aussi repenser les heures, les écoles commencent très tôt, et les organismes communautaires commencent plus tard.

Evelyne du CUTE UQAM propose aussi de contacter les stagiaires d'avance pour qu'elles soient averties de la venue de personnes sur son milieu.

Alexandre du PRÉSIDIUM indique que l'intérêt de collectiviser (au régional) permet de faire des divisions géographiques des milieux de stages. Cela permet de rassembler les gens qui vont participer par campus ou zone géographique.

Camille du SECRÉTARIAT indique que la tournée de milieux concernait l'effectivité de la grève des stages. Par exemple, en sexologie, il y a eu des réticences de la part de certains milieux de stage. Les gens qui faisaient la tournée ont assuré la communication avec les milieux de stages et supervisions pour aviser de la grève des stagiaires. L'élargissement de cette tournée a aussi pour volonté d'aider à rendre effective la grève des stages.

Valérie du CUTE UQAM demande si c'est une stratégie qui sera présentée dans les Cégeps pour la session d'hiver. Est-ce que c'est quelque chose qui leur apparaît être une bonne idée?

Camille du CUTE St-Lô parmi les gens qui était au piquetage, peu était en stage. Donc ils et elles n'avaient pas de listes des milieux de stages. Il manquait d'information. Elle donne des exemples de difficultés pour avoir l'information de la part des gens en stages.

Gabriela du CUTE St-Lô ajoute qu'il est donc nécessaire de faire beaucoup de mobilisation. Cela dit, dans certains programmes techniques c'est difficile d'obtenir de l'information, par exemple en loisirs. Sinon, en soins infirmiers, elles savent qu'aucun stage n'a été donné durant la semaine. Elles sont allé à l'Hôpital Sacré-Coeur ce qui a été positif puisqu'il s'agit d'un gros milieu de stage, mais ce serait aussi possible de faire plus de piquetage symbolique.

Camille du CUTE St-Lô ne serait pas surprise que des gens sont allés à leurs stages. Il manquait de personnes pour faire tous les milieux.

Félix du CUTE CVM pense que c'est quelque chose qui pourrait être utilisé au Vieux, et qui pourrait bien fonctionner si l'assemblée générale se tient plus tôt.

Évelyne du CUTE UQAM indique que pour récolter les milieux de stage à l'UQAM, l'inscription des milieux de stage se faisait au moment de la signature de l'avis de grève. Faire l'avis de grève en ligne pour entrer en contact avec des personnes avec lesquelles il est plus difficile de communiquer.

Jessica de l'AEMS-UQAM mentionne qu'il y a eu plus de milieux de stage que de personnes disponibles pour participer à la tournée. Sinon, pour les parents-étudiant.es, c'est parfois difficile de combiner militantisme et parentalité. Elle a préparé un document de stratégies ou mesures à penser pour inclure les parents au-delà de suggérer du gardiennage. Elle ne pouvait elle-même participer puisqu'elle doit aller reconduire son fils à l'école, mais dans l'éventualité où sa route l'amène à proximité d'un milieu de stage, elle pourrait se joindre.

Gabrielle de l'AESSUM mentionne qu'elles ont remarqué que les CLSCs étaient des belles forces, les milieux se sont opposés à la rentrée des stagiaires pendant le mandat de grève malgré que des étudiantes le souhaitaient. Il y a encore quelques confusions, mais elles croient que ce sont des personnes qui sont ouvertes à appuyer la campagne.

Laurent du CUTE UQAM explique que la tournée des milieux de stage s'est organisée sur le plan géographique justement pour planifier une route. Si nous sommes capables de se mettre à plusieurs endroits en même temps, et faire une vingtaine de milieux à la fois, il serait possible d'en faire beaucoup. Il propose donc qu'un document soit mis à la disposition de tou.tes pour y inscrire leur milieu de stage.

Emily du CUTE UQAM indique que le tract "Nous sommes collègues" était distribué aux milieux de stages. Il contient un plan d'appui pour les milieux de stages. En allant voir ces organismes, on les invite à ne pas prendre de stagiaires pour l'hiver ou à ne pas faire pression sur les stagiaires en grève.

Évelyne du CUTE UQAM se demande s'il est pertinent de faire l'avis de grève intercampus puisque la lettre est à l'intention de l'administration des programmes.

Laurent du CUTE UQAM indique que c'est facile d'organiser les tournées en récoltant l'information dans une base de données.

Nicholas du CUTE UdeM pense que ce pourrait être pertinent d'avoir une base de données, à partir d'un formulaire qui serait à compléter.

Isabelle du CUTE UQAM indique qu'on peut utiliser un google maps custom pour faire automatiquement une carte des milieux de stages et rendre la disposition géographique visible en vue de l'organisation des visites.

Évelyne du CUTE UQAM précise que l'impact est plus grand si l'avis de grève est par établissement puisqu'il s'adresse à la direction d'un établissement en grève.

Camille du CUTE St-Lô est d'accord que les situations peuvent varier d'un établissement à l'autre, et qu'il devrait plutôt être question d'un partage du texte de l'avis pour l'adapter par établissement.

3.1.1. Proposition

Nicholas du CUTE UdeM propose qu'un comité tournée de stages soit créé afin de coordonner les tournées de milieux de stages à Montréal.

Sandrine du CUTE UQAM pense que c'est une bonne idée de créer un comité pour le coordonner, mais il ne faudrait pas que les gens se désresponsabilisent de la charge de récolter l'information. Il faut qu'il y ait des efforts spécifiques dans chaque programme.

Alexandre du PRÉSIDIUM demande si le comité devrait être composé d'une personne par campus au moins pour récolter l'information pour l'ensemble des campus et assurer d'éviter une désresponsabilisation au local.

Nicholas du CUTE-UdeM demande si on veut rendre le tout obligatoire, puisqu'il y aura des programmes où personne ne le prendra en charge.

Valérie du CUTE UQAM indique que le rôle du comité n'est pas de collecter l'information mais d'organiser la tournée des stages avec l'information fournies par les gens organisées sur les campus.

Nicholas du CUTE UdeM précise qu'il s'agit d'un travail de partage du document.

Camille du SECRÉTARIAT découragerait la collecte d'info via un formulaire de type google form où l'information demeure confidentielle. Elle encouragerait davantage un document public (ex. avis de grève) avec des gens qui y inscrivent leur milieu. Celui de l'UQAM, pour la grève passée, sera mis sur grevedestages.info pour assurer d'archiver et de rendre disponible dans le temps.

Laurent du CUTE UQAM pense qu'il est possible de récolter l'information dans un document et ensuite de transférer l'information dans une base de données. C'est surtout au niveau du traitement de l'information qu'il proposait une stratégie pour nous faciliter la vie.

Gabriela du CUTE St-Lô pense qu'il serait une bonne idée de compiler dans un document centrale, mais de là à mettre sur pied un comité à collecter l'information et à organiser la tournée, elle considère que ce serait trop de travail pour un seul comité.

Emily du CUTE UQAM se demande s'il avait été question de la publicité de l'information qui serait récoltée. Elle croit qu'il est optimale que les gens soient avisés d'avance que l'information sera utilisée pour organiser une tournée des milieux de stage, et qu'elle sera disponible publiquement.

Alexandre de PRÉSIDIUM comprend l'idée que c'est beaucoup de travail pour un comité, mais c'est important, il faut s'assurer de pas laisser les campus s'organiser tout seul.

Isabelle du CUTE UQAM suggère l'utilisation d'un fichier excel ce qui rendrait le tri des informations plus facile.

Nicholas du CUTE UQAM se demande quelle forme prendra le document. Laissons-nous la discrétion au comité? Il connaît des gens qui ne voudront pas diffuser leur milieu de stage si elles savent d'avance que nous nous rendrons sur leur milieu. Si nous récoltons l'information de manière anonyme, il serait peut-être plus facile d'obtenir l'information.

Etienne du SECRÉTARIAT indique qu'à l'UQAM plus de 100 milieux de stages ont été récoltés sur un document public. Peut-être y a-t-il eu des personnes réticentes à inscrire leur milieu, mais ce n'est pas très compromettant et l'effet d'entraînement par le nombre a probablement servi.

Valérie du CUTE UQAM mentionne qu'il faudrait aussi contacter les stagiaires qui ont complété les informations pour les mobiliser, les aviser de notre venue sur leur milieu de stage. Elles croient que ce serait une bonne façon d'impliquer les stagiaires.

Évelyne du CUTE UQAM pense qu'il est plus intéressant que ce soit public. Elle pense que s'il y a des personnes réfractaires, une option d'anonymat pourrait exister.

Laurent du CUTE UQAM indique que ce sont deux manières différentes de récolter l'information : avis de grève signé publiquement et google forms (information privée).

Florence de l'AGEECLG pense que c'est pratique d'avoir ces informations pour les campus où la mobilisation est plus récente.

Isabelle du CUTE UQAM indique qu'elle va commencer par mettre en place un système qui fonctionne. Pour le caractère public ou privé des données, ce sera discuté par le comité dans un deuxième temps.

Laurent du CUTE UQAM tient à la confidentialité des informations récoltées. Il croit que le comité pourrait avoir l'autonomie de décider de la suite.

Personnes intéressées pour ce comité :

- *Isabelle du CUTE UQAM*
- *Gabriela du CUTE St-Lô*
- *Laurent du CUTE UQAM*

3.2 Réactions en temps de grève

Valérie du CUTE UQAM indique qu'au lancement de la grève, il y a eu un communiqué inter-régional (Montréal, Outaouais, Sherbrooke). En temps de grève, il y a eu réaction du ministre, puis communiqué de la FECQ qui profitait de la journée de grève pour diffuser ses positions sans qu'une seule de ses associations membres ne soit en grève. Pendant la GGI, il faut trouver comment on pourra réagir rapidement. Cela peut être des réactions par les comités sur campus, ce qui est correct. Et durant la grève, il aurait dû y avoir une rencontre de la coalition montréalaise, dans l'esprit du temps libéré par la grève. Faire ces rencontres fréquentes durant la GGI pour assurer de réduire la séparation entre la représentation et l'organisation à la base.

Bruno de l'AGEECLG pose une question à l'effet de s'il existe une instance entre les coalitions régionales?

Valérie du CUTE UQAM répond qu'il existe l'inter-régionale aux trois semaines entre des délégations des coalitions qui sont formées.

Sandrine du CUTE UQAM indique qu'il devra y avoir davantage de réunions durant la GGI mais qu'il faut aussi des comités inter-locaux.

Valérie du CUTE UQAM s'inquiète que la représentation montréalaise informelle deviennent fortes si on ne fait que des réactions locales.

Jessica de l'AEMS-UQAM demande si les réactions dont on parle sont celles concernant la FECQ, des demandes des médias, ou tout ça? Elle se demande si lorsqu'il sera question de dénoncer des mesures de répression ou des menaces, comment serons-nous en mesure d'assurer une cohésion. Lors de la semaine de grève, le contenu des entrevues a été ajusté au courant de la semaine. Les ajustements se sont faits plutôt sur une base individuelle, elle croit donc qu'il est essentiel de tenir des rencontres ou qu'on demeure en communication. Elle a beaucoup aimé la diversité des personnes dans les médias, mais croit crucial qu'il y ait des mécanismes plus formels d'échange d'informations.

Louis-Thomas du CUTE UdeM indique qu'après avoir vu comment s'est passé la semaine de grève, il aurait été pertinent que se tienne une rencontre de la coalition montréalaise le mardi ou le jeudi pour la publication d'un communiqué de presse commun. Les nombreuses porte-paroles ont pu le faire, mais il aurait été encore plus souhaitable de le faire de manière

timée. Dans le cadre d'une GGI, il faudrait tenir des rencontres de la coalition une fois semaine. La production du contenu de la communication pour fournir les nombreuses porte-paroles ferait bien l'équilibre entre la représentation et l'organisation.

Emily du CUTE UQAM pense que sans tomber dans le modèle de la représentation, il est possible de faire des clarifications à titre informatif, par exemple de rectifier l'absence de communication entre les coalitions et le ministre. Dans la mesure où la prise de parole concernent des mandats déjà adoptés par la coalition ce n'est pas problématique.

Gabrielle de l'AÉSSUM pense que c'est important d'avoir des coalitions en temps de grève parce que beaucoup plus de gens auraient pu venir durant la grève alors qu'elles ne peuvent pas venir la fin de semaine à cause du travail ou des enfants.

Laurie du Comité féministe en travail social pense qu'il aurait été possible de faire plus de rotation parmi les porte-paroles. Elle mentionne que beaucoup ne se sentent pas à la hauteur pour donner des entrevues, et donc ça a retombé sur les mêmes. Sinon, un tableau des coordonnées pour les médias a été entamé. Elle encourage donc à soutenir les personnes qui pourraient donner des entrevues, plutôt que de se tourner vers les personnes qui connaissent davantage la campagne.

Jessica de l'AEMS-UQAM a poussée une de ses collègues qui est une personne transféminine dont c'était la première fois dans les médias. Cela a pris plus de temps de préparation, mais cela a valu la peine. Un atelier du camp de formation devrait porter là-dessus. Aussi assurer un remboursement du transport ou dépenses nécessaires.

Laurent du CUTE UQAM ajoute que les personnes qui ont déjà donné des entrevues devraient ensuite accompagner les nouvelles personnes. Ce peut parfois être intimidant d'être dans une studio télé, c'est donc bien d'accompagner les nouveaux et nouvelles. Ça évitera aussi que quelqu'un.e se crée une notoriété en raison de nombreuses entrevues médiatiques.

Valérie du CUTE UQAM a préparé mais pas complété un document de préparation Questions-réponses pour les entrevues médias. Lors de la journée de formation, on peut donner un atelier sur les arguments sur la campagne. Aussi, quand une personne se montre volontaire à faire des médias, on peut faire une rencontre de préparation avec elle.

3.2.1. PROPOSITION

Jessica de l'AEMS-UQAM a monté un document Questions-Réponses qui pourrait être rendu disponible. Elle propose de partager le document afin de le retravailler, le traduire et le rendre accessible. Les questions reviennent souvent alors c'est un bon document de préparation.

Adoptée à l'unanimité

Personnes en charge de mettre en commun, traduire et diffuser sur grevedestages.info:

- Valérie du CUTE UQAM

- *Jessica de l'AEMS-UQAM* (contactera les étudiantes de travail social McGill)
- *Maria du CUTE CVM*
- *Lou de TS UQAM*

3.2.2. PROPOSITION

Que la Coalition montréalaise tienne une rencontre hebdomadaire en temps de grève.

Jessica de l'AEMS-UQAM mentionne qu'une rencontre c'est peut-être peu en fonction des demandes médias. Peut-être pourrions-nous fonctionner avec Skype ou autre ?

Laurie du Comité féministe en travail social du l'UQAM ajoute qu'il faudrait avoir un document qui répertorie les entrevues données, ce qui permet de faire le suivi de ce qui a été fait. Elle trouve aussi important de mentionner que nous pouvons nous adresser aux journalistes. Elle a elle-même interrompu un journaliste pour lui demander de reformuler sa question, chose qu'elle n'aurait pas fait lors de sa première entrevue. Elle trouve donc important qu'il y ait un partage des connaissances apprises lors de ces expériences.

Valérie du CUTE UQAM indique qu'il est important de ne pas mettre l'info des journalistes sur le groupe facebook «Militant.e.s pour la grève des stages à l'hiver 2019», cela ouvre la porte à ce que n'importe qui y réponde, incluant la FECQ. Il est important de compiler dans un document les demandes et qui a répondu, et de faire un document questions-réponses à bonifier avec les entrevues du jour.

Sandrine du CUTE UQAM réitère qu'un document avait été entamé pour répertorier les personnes volontaires pour donner une entrevue, peut-être pourrions-nous l'élargir?

Paolo du Comité journal indique qu'il a réparti des demandes de gens qui se proposaient pour faire des entrevues. Il propose un tour de table pour que les gens puissent être ajoutés à cette liste.

Nicholas du CUTE-UdeM propose d'envoyer sur la liste courriel un appel à se manifester si les personnes sont intéressées à répondre à des demandes médiatiques.

Étienne du SECRÉTARIAT explique que les personnes chargées de produire le communiqué ont ensuite géré les demandes d'entrevues. Toutes les personnes qui se sont manifestées pour donner des entrevues ont été contacté pour répondre à des demandes, environ deux par personnes. Il ne croit donc pas que ce sera un enjeu que tout le monde puisse participer, tout en gardant en tête que c'est important que ce soit des militant.es impliquées qui répondent.

Virginie de l'AFESPED demande où se trouve cette liste des contacts médias. Étienne du SECRÉTARIAT lui répond qu'elle est sur un drive personnel parce que contient des informations de contacts de nombreuses personnes.

3.3 Réponse au ministre de l'éducation

Camille du SECRÉTARIAT explique que le ministre de l'éducation a pris la parole durant la semaine de grève pour dire qu'on défonçait des portes ouvertes et qu'il avait besoin d'un minimum de six mois pour collecter les informations statistiques (programmes avec stages, nombres d'heures etc.). Dans l'optique qu'il était difficile de lui répondre durant la semaine, il serait important de lui répondre publiquement maintenant dans l'optique d'une GGI. Bien camper le débat : le ministre n'est pas ouvert à la rémunérations de TOUS les stages, il est ouvert à une compensation de certains stages. Elle indique qu'il y a possibilité de rémunération seulement au-delà d'une certaine durée, comme c'est le cas en France. Elle veut formuler une proposition de suspendre les stages tant qu'il n'aura pas l'information nécessaire pour rémunération. Il n'est pas tellement possible qu'il y ait suspension, mais dans les cas possibles, cela donne la possibilité de négocier les conditions de retour au travail (quand on sera payé).

3.3.1 Proposition

Qu'un communiqué de presse soit rédigé. Qu'on y retrouve la proposition de suspendre les stages si le ministre de l'Éducation a besoin de temps pour analyser la situation et un rappel des coalitions régionales comme interlocutrices du gouvernement avec coordonnées pour les rejoindre.

Gabrielle de l'AÉSSUM ajoute que la demande de temps supplémentaire a été faite par plusieurs, c'était le cas dans le temps de la ministre David. C'est encore une façon de détourner la question et de se relancer la balle. Elle croit important d'insister que nous n'attendrons pas six mois puisque ça fait très longtemps déjà qu'on attend, et que nous nous préparons à la GGI à l'hiver 2019.

Laurent du CUTE UQAM indique qu'il appuie cette proposition maintenant qu'il a un recul. Le ministre a envoyé une demande aux directions des établissements pour janvier. Cela ne prendra donc pas six mois.

Louis-Thomas du CUTE-UdeM pense que c'est une bonne idée de proposer la suspension des stages. Le gouvernement est conscient que plusieurs stagiaires seront sensibles à la menace de couler ou de reprendre leur stage. La suspension des stages permettrait de contrecarrer ce levier du gouvernement et des conseils d'administration des écoles en proposant nous-même la suspension des stages.

Jessica de l'AEMS-UQAM trouve que c'est une bonne idée, puisque la chambre va levée bientôt. La FECQ et le gouvernement veulent une grande enquête et pas seulement. Elle se demande si la suspension de leur stage risque de créer un clivage dans son programme.

Valérie du CUTE UQAM pense que la préoccupation soulevée est probablement la même que celle vécue par les stagiaires en grève, notamment quant aux questions de reprise des heures de stage. Elle trouve que ça renverse la question, puisque c'est plutôt la question du retour au travail. Sinon, elle trouve intéressant de visibiliser la question des stages

d'observation qui servent beaucoup à séparer les stages et leur rémunération ou non. Elle trouve important de visibiliser que les stages d'observation n'existent pas.

Alexandra Rose de l'AFESH-UQAM indique que la FFQ a appuyé la grève des stages et fait intégrer la question de la rémunération des stages dans la recherche de l'IRIS Perspectives 2018-2019.

Virginie de l'AFESPED demande s'il n'y aurait pas lieu de demander le retrait de l'exclusion prévue au Règlement de la Loi sur les normes, retrait qui peut être fait par décret.

Louis-Thomas du CUTE-UdeM ajoute que c'est important de mentionner que la FECQ et l'UEQ ne sont pas des interlocutrices légitimes de cette grève.

Camille du SECRÉTARIAT ajoute qu'il faut réitérer que les coalitions régionales sont les instances légitimes avec lesquelles le ministre doit communiquer pour les négociations à l'avenir. Le communiqué peut être porté par une coalition sans être porté systématiquement par toutes les coalitions.

Louis-Thomas du CUTE-UdeM mentionne qu'un début de communiqué avait été partagé, peut-être est-il possible de partir de ce communiqué ?

Valérie du CUTE UQAM indique qu'il réfère au communiqué écrit au cours de la semaine de grève et qui n'a pas été envoyé. Elle est aussi d'avis qu'il soit préférable de partir de ce communiqué en le bonifiant. On pourrait aussi y ajouter les nombreux appuis reçus pendant et depuis la grève.

Alexandre du PRÉSIDIUM ajoute qu'un tableau existe maintenant où tous les appuis sont compilés.

Emily du CUTE UQAM se demande si nous désirons clarifier les canaux de communication. Où devrait-elle diffuser les informations reçues dans la boîte courriel de la Coalition montréalaise?

Laurent du CUTE UQAM indique qu'une chose faite durant la grève c'était de diffuser les appuis sur le compte twitter. On pourrait à l'avenir ajouter l'adresse du tableau de la liste des appuis.

Sandrine du CUTE UQAM pense que le comité relations externes seraient peut-être le comité approprié à qui s'adresser.

Laurent du CUTE UQAM indique que le comité relations externes a compilé tous les appuis. Communiquer les appuis avec les coalitions pour les compiler.

Virginie de l'AFESPED demande que les appuis soient mis sur le site grevedesstages.info.

Valérie précise que le communiqué serait endossé par la coalition montréalaise. Demande qui serait intéressée à porter des citations sur le communiqué : stagiaires, qui ont fait la grève, de préférence personne non cis hommes.

Personnes intéressées pour citation : Lou de ts UQAM, Évelyne du CUTE UQAM et Gabriela du CUTE St-Lô.

Personnes intéressées pour rédiger et diffuser le communiqué :

- *Jessica de l'AEEMS-UQAM*
- *Camille du CUTE UQAM*
- *Louis-Thomas du CUTE UdeM*
- *Sandrine du CUTE UQAM*

3.2.3 PROPOSITION

Que la Coalition montréalaise publie une réponse critique à la recherche de la FECQ.

Paolo du comité journal ajoute qu'il travaille depuis plus d'une semaine à décortiquer le rapport de la FECQ. Pour le moment, il l'écrivait à titre personnel, mais il voulait savoir si la Coalition voudrait prendre la parole sur la question, et si d'autres voudraient travailler avec lui.

Virginie de l'AFESPED croit que c'est pertinent que ce soit la Coalition montréalaise.

Paolo indique que le rapport de recherche de la FECQ ne prend en compte que la situation actuelle et évacue complètement des problématiques comme la santé mentale etc.

Virginie de l'AFESPED propose de contacter les autres coalitions régionales pour leur demander si elles sont intéressées à se joindre sur cette question.

Camille du SECRÉTARIAT rappelle que, pour l'aspect légal, l'exclusion des stagiaires des normes du travail n'empêche pas ou n'interdit pas la rémunération des stagiaires. Elle indique au comité d'acheminer la proposition à Outaouais et Sherbrooke (la prochaine rencontre de chacune est le 5 décembre).

Volontaire pour réponse à la FECQ:

Paolo du Comité journal, Jessica de l'AEEMS-UQAM et Valérie du CUTE UQAM

3.4 Communiqué de presse

Caduc, traité au point précédent.

3.5 Rentrée 2019

Que la coalition crée un calendrier contenant les dates des assemblées générales de grève afin de se coordonner.

Que l'on planifie les dates d'assemblée générale de façon stratégique afin que les associations étudiantes les plus mobilisées soient les premières à voter.

Qu'un comité soit chargé de contacter les associations étudiantes afin de planifier le

calendrier.

Que la fenêtre de déclenchement de la grève générale illimitée soit du 17 février au 8 mars 2019.

Proposée par Maxime du CUTE MV.

Louis de l'AFESH-UQAM mentionne que l'AFESH a déjà décidé que leur ag de ggi se tiendra dans les deux premières semaines de février.

Maxime du CUTE-MV explique que les cégeps commencent à la fin du mois de janvier, il est donc difficile de tenir un vote de ggi avant le moment proposé.

Laurie du Comité féministe en travail social de l'UQAM se demande si le déclenchement le 8 mars inscrit la lutte dans les activités de la journée internationale des droits des femmes ou si cela invisibilise les actions de cette journée.

Virginie de l'AFESPED mentionne que l'AFESH n'a pas à imposer son rythme aux autres associations. Pour l'AFESPED, une première ag est prévue à la fin du mois de janvier, elle ne concernera pas des positions politiques. Sinon, pour le vote de ggi, il doit être tenu par référendum c'est donc difficile d'envisager un déclenchement plus tôt que la fin du mois de février. Sinon, pour le 8 mars, elle trouvait intéressant que ça coïncide.

Paolo du Comité journal indique que du côté anglophone, on trouve que la GGI est une autre paire de manche. Une journée comme le 8 mars est une journée à privilégier pour les endroits qui ne déclencheront pas de GGI.

Virginie de l'AFESPED indique que le 8 mars est un vendredi et que c'est souvent plate de partir une grève à la fin de la semaine. On pourrait privilégier la semaine du 4 au 8 mars pour le déclenchement.

Nicholas du CUTE-UdeM mentionne que la coordination nationale sera essentielle, et qu'il est important de consulter les autres coalitions pour voir à quel moment elles seront prêtes.

Laurent du CUTE UQAM trouve qu'il serait préférable de se garder une fenêtre relativement large à partir de la fin février au cas où le ministre sortirait une connerie qui précipiterait la mobilisation. Il importe de se donner du temps pour les formations pour clarifier les revendications dans d'autres campus et même dans les campus déjà mobilisés pour mieux les outiller.

Camille du SECRÉTARIAT rappelle que le plan d'action adopté un peu partout précise que les mandats de GGI doivent être adoptés dans trois régions, cela implique donc une certaine coordination.

Florence de l'AGEECLG mentionne qu'au Cégep Lionel-Groulx, la semaine du 4 au 8 mars est une semaine de «relâche» et donc qu'il ne serait pas possible de déclencher la grève à ce moment.

Félix du CUTE CVM indique que ce serait préférable que les campus bien mobilisés prennent leurs votes de GGI plus tôt dans la session, ce pourrait être un bon argument dans les cégeps pour entrer dans le mouvement de grève.

Gabriela du CUTE St-Lô mentionne le début de la session universitaire qui arrive plus tôt. Elle croit qu'au moins un mois est nécessaire pour faire de la mobilisation, tenir des ateliers, etc. Une fois que les gens ont commencé leur session, la mobilisation est plus difficile et les gens ont moins envie de sacrifier leur session.

Laurent du CUTE UQAM indique qu'on n'est pas tou.tes obligé.es de partir en même temps. Le plancher est relativement bas et facile à atteindre. Cela libère du temps pour mobiliser sur les autres campus. Contrairement aux autres grèves des dernières décennies, les techniques qui autrefois n'avaient rien à gagner à leur effort de grève peuvent maintenant compter sur les programmes autres que techniques ou avec stages.

Evelyne du CUTE UQAM ne comprend pas à quoi sert la semaine de déclenchement? S'agit-il de tenir des ags de grève durant cette semaine? Ou plutôt de tenir les ag avant cette semaine pour mobiliser durant la semaine.

Nicholas du CUTE UdeM indique que les mandats de grève dans les universités peuvent être adoptés plus tôt pour servir les votes de grève. Il est possible de partir plus tard.

Virginie de l'AFESPED, pas le choix dans une question référendaire de préciser le moment ou les conditions de déclenchement. Précise qu'il y a une limite de déclenchement. À partir de 12 semaines, la session peut être validée et on perd notre moyen de pression.

Évelyne du CUTE UQAM indique qu'au CUTE UQAM il était plutôt suggéré d'intégrer la proposition de tenir une ag de déclenchement de la grève dans la proposition du vote de grève. Ainsi, elle se demande si la semaine de déclenchement trouve vraiment son application.

Étienne du SECRÉTARIAT mentionne que le plancher pourrait être atteint très rapidement, et que c'est correct d'utiliser un vote qui a lieu rapidement pour ensuite faire de la mob. Cela dit, il est peut-être à éviter qu'il y ait un grand écart de plus de deux semaines entre l'adoption des premiers votes (probablement les universités), des autres (probablement les cégeps) pour ne pas qu'il y ait une fraction des personnes en grève qui s'essouffle prématurément.

David de l'ADEESE dit que cette problématique est facile à gérer en coordonnant les ag de grève et en s'assurant que les premières à tomber en grève ne soient pas trop éloignées d'une deuxième vague de déclenchement.

Gabriela du CUTE St-Lô ajoute qu'elles font de la mob ailleurs (notamment aux cégeps d'Ahuntsic et de Vanier).

Alexandre du PRAESIDIUM donne une précision sur l'existence d'ag de grève et ag de déclenchement.

Virginie de l'AFESPED précise que les statuts et règlements des associations étudiantes varient concernant le déclenchement. La fenêtre aide à arrimer selon les différences.

Nicholas du CUTE UdeM interprétait la proposition comme «peu importe les statuts et règlements, tu t'organises pour tomber en grève durant ces semaines là».

Laurent du CUTE UQAM indique que les semaines de relâche varient. Utiliser cette semaine-là pour faire de la mob sur les autres campus.

Gabrielle de l'AESSUM indique qu'il n'y a pas de stages durant la semaine de relâche pour TS UdeM, donc c'est un parfait moment pour mobiliser les autres programmes ou d'autres campus.

Virginie de l'AFESPED demande quand est la semaine de relâche à l'UdeM? Réponse: du 4 au 8 mars. Elle pense que pour le comité en charge de ce calendrier, il serait question de contacter les associations étudiantes pour voir la faisabilité de la chose et voir si une certaine coordination est possible.

Étienne du SECRÉTARIAT ajoute que l'organisation des dates d'ag devrait tenir compte de l'état de la mobilisation afin que les votes soient tenus dans un ordre stratégique. Ce n'est pas toujours possible et on se trompe souvent, mais c'est important de le planifier.

Volontaires pour calendrier

David de l'ADEESE-UQAM, Maxime du CUTE-MV, Marianne du CUTE-CVM, Bruno du CUTE St-Lô

3.5.1. PROPOSITION

Considérant que plusieurs personnes ont avancé qu'ils avaient peu ou pas d'expérience avec les grève étudiantes dans diverses associations étudiantes;

Que la Coalition produise un document démystifiant les menaces des départements et/ou des administrations concernant la reprise des heures de cours et de stages manquées;

Que ce document présente les avantages de l'emploi d'une grève des cours et des sages comme moyen de pression;

Que la distribution de ce document soit assumée par le comité de distribution de matériel de mobilisation;

Que le document soit inclus dans la prochaine édition du journal l'Invisible si possible.

Paolo du Comité journal mentionne que ce pourrait aussi se retrouver dans le guide survie pour la grève des stages.

Gabrielle de l'AESSUM indique qu'un kit de survie (parodie du kit de survie de la FAECUM) serait fait pour répondre au manque d'information (pourquoi la grève des stages etc.).

Nicholas du CUTE-UdeM ne savait pas à quel niveau était préparé le guide de survie à la grève des stages, mais oui pourrait être un forum intéressant.

Éloi du CUTE UQAM s'excuse de ne pas avoir rempli ses engagements concernant la production d'un guide de survie pour la semaine de grève passée. Il ajoutera Gabrielle et Nicholas au groupe de personnes qui travaillent sur un guide pour l'hiver 2019. Il rappelle que Laurie voulait inclure un bilan de la semaine de grève.

Adoptée à l'unanimité

Personnes intéressées pour le guide de survie : Laurie, Éloi, Camille MB, Sandrine Bo, Valérie, Gabrielle, Nicholas, Chloé, Alexandra, Bruno

Nicholas et Virginie sont intéressés.es à soumettre une ébauche du texte sur la ggi et anciennes grèves.

4. Camp de formation à l'hiver 2019

Valérie du CUTE UQAM explique que le contenu n'a pas été précisé encore, mais en considérant les différentes demandes de partages d'expériences et de connaissances (ex: médias), il est proposé que soit organisé un camp de formation au début de la session prochaine.

Laurent du CUTE UQAM indique qu'avec Jessica il a donné un atelier sur l'histoire du mouvement étudiant, pour rappeler que le traitement des violences sexuelles et les porte-parole féminines a une histoire. Parce qu'annoncé comme un atelier d'histoire, beaucoup d'hommes se sont présentés et intervenaient beaucoup. Des hommes on été mis sur le spot et n'ont pas apprécié. Idée à reprendre pour le camp de formation.

Valérie du CUTE UQAM propose que des gens prennent en charge l'organisation. Aussi, si des personnes sont intéressées à prendre en charge des ateliers spécifiques. Il y aurait peut-être lieu de cibler une semaine aussi. Elle s'oppose à ce que le camp se tienne sur plusieurs journées et loin de Montréal, elle suggère toutefois qu'il ait lieu durant la journée et durant la soirée.

Virginie de l'AFESPED se demande s'il était question de faire un atelier sur la répression politique des mouvements politiques ou des mouvements de grève?

Nicholas du CUTE-UdeM indique qu'il faut garder en tête que le but est d'informer, outiller les personnes qui ne sont pas habituées à s'impliquer dans un mouvement de grève.

Paolo rappelle l'existence du bilan des suites de la dernière journée de formation du 18 août 2018.

Éloi du CUTE UQAM rappelle que pour les nouvelles personnes il était peut-être difficile de participer. Il est important de se le rappeler et de réfléchir aux formes que peuvent prendre les ateliers pour permettre une plus grande participation.

Emily du CUTE UQAM pense qu'il serait nécessaire de s'intéresser aux personnes qui donneront les ateliers. Elle doute que les FRUeS seraient intéressées à donner l'atelier en question, mais peut-être que d'autres oui. Elle est toujours tiraillée entre la volonté de donner la parole et que le fardeau d'expliquer ne repose pas toujours sur les mêmes personnes.

Laurent du CUTE UQAM mentionne que lui et Jessica sont parents-étudiant.es.

Sujets proposés:

- Argumentaires/Médias
- Répression des mouvements politiques
- Différence entre la stratégie concertationniste et stratégie combative, centralisation vs décentralisation: Louis-Thomas
- ABC mob + action
- Histoire du mouvement étudiant/allié.es des parents, des personnes minorisées

Personne pour organisation du camp: Alexandra du CUTE UQAM, Bruno du CUTE St-Lô, Valérie du CUTE UQAM, Sandrine Be du CUTE UQAM, Éloi du CUTE UQAM

5. Interrégionale

5.1 Bilan

Bruno du CUTE St-Lô indique la présence de Gatineau, Rimouski, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Montréal et Sherbrooke. Retour rapide sur les événements de la semaine de grève.

Gatineau

Au Cégep de l'Outaouais, les techniques policières et techniques ambulancières étaient beaucoup mobilisées «contre». Cégep aimerait beaucoup avoir de l'aide à la mobilisation. La mobilisation continue. À l'UQO, deux assos sur quatre en grève ont fait la grève des stages. Elles pensent reprendre les heures de stage parce que les étudiantes trouvaient ça raisonnable. Coalition Outaouaise rencontrera deux députés de la région (CAQ).

Sherbrooke

AGEFLESH a reçu une preuve écrite que l'ordre des travailleuses sociales reconnaît un diplôme et pas un nombre d'heures de stage. En plus de l'AGEFLESH, l'AGEEP et l'AGEEFEUS ont été en grève. Peu de mob mais veulent continuer. Ce sont les universités qui déterminent la diplomation et pas l'ordre. Au Cégep, beaucoup plus de gens que prévus à l'ag : 60% contre.

Rimouski

L'exécutif a été surpris de la proposition de grève, mais ça a somme toute bien été. À Rimouski, on désirait avoir une plate-forme plus élaborée de revendications, avec des mentions budgétaires notamment. Propose de rentrer en grève autour de février-mars, espérant 40 000 en grève. Aimeraient une plateforme plus claire pour être plus crédibles et être pris au sérieux. Payer des gens pour faire des recherches, comme celle de l'AVEQ/ADEESE.

Québec

Cégep de Limoilou, seulement soins infirmiers en grève. Crainte que les autres étudiant.es de ce cégep utilise ce précédent de grève par programme pour ne pas entrer en grève.

Trois-Rivières

L'exécutif de l'AGE-UQTR ne veut pas se positionner sur la question. Sinon, la mobilisation continue tout de même et un atelier s'est tenu où plusieurs étudiantes d'ergo étaient présentes. Il a été proposé de mettre de l'avant la pluralité des disciplines concernées pour éviter la hiérarchisation entre elles, et qu'actuellement c'est beaucoup enseignement, pratique sage-femme et travail social qui sont mises de l'avant.

Saint-Jérôme

Déclenchement à la va-vite à l'UQO Saint-Jérôme : passé très fort dans tous les programmes mais plusieurs insatisfactions par la suite. Concernant le piquetage, les gens habitent loin dans la plupart des cas. Syndicat des chargés de cours les ont appuyés, mais beaucoup de stress tout de même. Besoin d'aide en sciences infirmières.

Un document de contacts a été établi. Prochaine rencontre pour 17-22 décembre 2018 ou la semaine du 5 au 10 janvier 2019.

Camille du SECRÉTARIAT indique que la délégation du Comité de liaison de Sherbrooke existe. Coalition outaouaise en a parlé mais le concept du comité de liaison n'a pas été adopté aux dernières nouvelles.

Nicholas du CUTE UdeM a indiqué que le doodle pour l'inter-régionale envoyé par la coalition outaouaise a créé la confusion.

Gabrielle du CUTE-UdeM mentionne que l'exécutif du REETS-UQO aurait voté contre la grève des stages, et ainsi que les mandats futurs visent uniquement la grève des cours.

Laurent du CUTE UQAM indique qu'il a discuté avec l'exec de TS UQO Saint-Jérôme et TS UQO Gatineau et de faire la circulation de l'information entre les deux.

5.2 Nouvelle délégation

Nicholas du CUTE-UdeM

Sandrine du CUTE UQAM

6. Bilans et suivis des comités

6.1 Comité « Journal L'invisible »

6.1.1 PROPOSITION

*Étant donné le manque d'intérêt pour participer ou contribuer au comité journal;
Étant donné la bonne réception du journal L'Invisible, les nombreux commentaires positifs reçus à son sujet ainsi que le bas niveau d'exemplaires présentement disponibles;*

Étant donnée la qualité relativement intemporelle de la première édition du journal.

Il est proposé :

Que le comité journal soit dissout;

Qu'une deuxième édition du journal soit produit avec un nouvel éditorial, une nouvelle illustration des événements style "ligne de temps" et une version mise à jour du plan d'action et de la section questions-réponses, gardant l'ensemble des autres articles intacts;

Que le nouvel éditorial soit composé par des stagiaires et étudiant.e.s en grève lors de la semaine du 19 novembre, provenant de l'ensemble des régions ayant participé à la grève, avec un maximum de 50% hommes cis, et que cet éditorial ait comme sujet un bilan de la semaine de grève. Que l'article "Plan d'action pour la rémunération des stages" et la section questions-réponses soient mis à jour par des stagiaires et étudiant.e.s correspondant aux mêmes critères;

Que l'illustration "La pression monte" soit remplacée par une illustration géographique des étudiant.e.s en grève durant la semaine du 19 novembre;

Que des demandes de subventions ou de prises en charge soient faites auprès des associations étudiantes impliquées dans la lutte afin de financer la production de [10 000] (à discuter en réunion) exemplaires;

Qu'un comité soit formé afin d'assurer la distribution de la deuxième édition du journal et de tout autre document jugé pertinent à la mobilisation.

Bruno du CUTE St-Lo indique que les cégeps Dawson et Vanier ont commencé à mobiliser sur la rémunération des stages. Indique qu'il voudrait **ajouter à la proposition l'impression de 3000 à 5000 exemplaires.**

Valérie du CUTE UQAM partage les critiques qui ont été discuté lors de la rencontre du CUTE UQAM. L'objection n'est pas au niveau de la réimpression, mais aux modifications qu'on souhaite faire. Certain.es personnes trouvaient étrange de reformater le visuel du journal pour ensuite possiblement le distribuer à des personnes qui l'ont déjà lu. Il a aussi été question de tout de suite cibler des endroits où ce journal serait distribué pour ne pas séparer l'impression du journal de sa distribution, et justement assurer qu'il s'agit de nouvelles personnes.

Nicholas du CUTE UdeM demande précision à l'effet qu'un nouveau comité serait ou non recréé.

Paolo du Comité journal indique que la préoccupation a été prise en compte et considère qu'on veut que le contenu soit défini ici pour ne pas avoir besoin d'un comité qui a la flexibilité de décider du contenu.

David de l'ADEESE pense qu'il serait possible d'intégrer le nouveau contenu proposé au guide de survie à la grève des stages. Il se demande pourquoi continuer à faire deux documents.

Bruno du CUTE St-Lô indique qu'il peut être bizarre d'arriver dans des nouveaux milieux avec du plus vieux matériel. Pour lui, le guide de survie n'est pas la même chose.

Évelyne ajouterait à la proposition **que soit précisé que c'est du matériel révisé.**

Le paragraphe amendé se lit comme suit: «Qu'une **édition révisée** du journal soit produit avec un nouvel éditorial, une nouvelle illustration des événements style "ligne de temps" et une version mise à jour du plan d'action et de la section questions-réponses, gardant l'ensemble des autres articles intacts;»

Nicholas du CUTE UdeM indique que le texte qu'il veut mettre dans le guide de survie peut aussi être mis dans le journal. Il s'agit d'un texte visant à démystifier la question des reprises des jours de grève.

Camille du CUTE St-Lô demande si l'objectif du journal est de parler de la grève ou de la rémunération des stages?

Paolo du comité journal explique que le mandat initial du journal était d'offrir une présentation très large de la campagne. Un contenu moins soutenu que le CUTE magazine. *Il est intéressé à participer au comité distribution. Félix du CUTE-CVM, Alexandra du CUTE UQAM et Gabriela du CUTE St-Lô aussi.*

Camille du SECRÉTARIAT indique que le comité tournée de formation pourrait collaborer à élaborer une liste d'endroits où il serait pertinent d'envoyer le journal.

6.2 Comité « Relations externes »

Valérie du CUTE UQAM explique qu'il y a eu une rencontre, des modèles de demandes d'appui et contact avec des groupes externes ont été peaufinés. Ensuite, elles ont continué la prise de contact. Aussi, une liste des appuis obtenus est en création. Le procès-verbal est disponible sur la liste. Elle rappelle que c'est important d'essayer de ne pas être seul.e, et que l'objectif est d'obtenir un appui. Il n'est donc pas question d'une grande diversité de sujets. Elle rappelle aussi que lorsqu'il y a des cachets en jeu, que ce cachet suite aux remboursement des dépenses octroyées (transport et nourriture), qu'il soit rendu disponible aux fins de la campagne.

David de l'ADEESE indique qu'il est préférable de mélanger les domaines pour des rencontres avec les syndicats, pour éviter le corporatisme.

6.2.1 Appuis à la grève des employé.es de la SAQ et à la grève des employé.es des postes

Valérie du CUTE UQAM propose d'appuyer la grève des employé.es de la SAQ et de la grève des employé.es de Poste Canada.

Phil du CUTE UQAM mentionne que la SAQ et le syndicat ont signé une entente de principe. Pour ce qui est du syndicat des postes, il y a eu l'adoption d'une loi spéciale.

Étienne propose de tout de même adopter un appui à la grève de la SAQ puisque l'entente n'a pas été ratifiée par les assemblées générales.

PROPOSITION

Que la coalition montréalaise pour la rémunération des stages appuient la grève des employé.es de la SAQ et la grève des employé.es de Poste Canada et défende le droit de grève.

6.2.2 Déclaration 15\$ de l'heure

Emily du CUTE UQAM explique que demain aura lieu le lancement de la déclaration des campagnes unies pour le 15\$/heure. Elle-même pensait y être et s'est donc proposée pour une prise de parole d'environ 2-3 minutes. Tou.tes les intéressé.es sont les bienvenu.es. Plusieurs sujets seront abordés: précarité étudiante, spécificité des stages, etc..

6.3 Comité «Tournée d'ateliers et de mobilisation»

Camille du CUTE UQAM indique que le comité n'a pas trouvé une façon efficace de déléguer les demandes. Beaucoup de personnes intéressées, peu de prise en charge qui finit par être faite seulement par les personnes présentes aux réunions.

Laurent et Jessica seront disponibles pour donner leur atelier dans des milieux moins mobilisés.

Paolo mentionne que SCPA à Concordia souhaiterait avoir un atelier de présentation de la campagne.

6.4 Comité de liaison

Mathieu de l'AVEQ indique que QS veut rencontrer l'AVEQ pour les priorités en éducation. L'AVEQ aimerait que la coalition envoie quelqu'un pour présenter la campagne. Déléguer le dossier à Comité de liaison.

Camille du SECRÉTARIAT indique que l'attaché du ministre de l'éducation a communiqué avec l'adresse cute.travail@gmail.com. Mathilde du comité de liaison a indiqué à Sherbrooke et à l'Outaouais qu'elle retournerait la demande d'appel. L'attaché demande une rencontre dans un contexte de récolte des données. Il a été réitéré que toutes demandes de communication doivent se faire avec toutes les coalitions simultanément et précisé que le comité de liaison a pour mandat de transmettre les proposition du ministre. La communication a été enregistrée et est disponible sur demande. L'attaché du ministre n'a pas le mandat de transmettre de l'information, seulement d'écouter le mouvement. Elle pense que le communiqué qui précise les demandent permet d'éviter la rencontre.

Laurent du CUTE UQAM précise que le ministre demandait des données statistiques et ensuite de se re-rencontrer à la fin du printemps.

Personnes intéressées pour le Comité de liaison:

Gabriela (soins infirmiers, Cégep de Saint-Laurent), Maria (technique de travail social, Cégep du Vieux-Montréal), Évelyne (Enseignement, UQAM), Kassie (sciences humaines, Cégep de Marie-Victorin)

7. Prochaine rencontre

McGill/Concordia (UQAM plan B ADEESE/AFESPED)
Semaine 7 au 11 janvier.

Assemblée levée à 19h12.